



Résolution

Combattre le rétrécissement de l'espace en élargissant les opportunités pour les organisations de jeunesse, les conseils nationaux de jeunesse et les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse

CONSEIL DES MEMBRES // ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
AMIENS, FRANCE
22-23 NOVEMBRE 2019

Comme nous pouvons l'observer aujourd'hui à travers le monde, des gouvernements et groupes politiques tentent de réduire le pouvoir et saper les positions du secteur jeunesse de la société civile libre et démocratique. Percevant le secteur actif et indépendant de la jeunesse comme un terrain fondamental pour créer des possibilités justes et égales pour que les jeunes puissent s'exprimer, se faire entendre et participer aux processus décisionnels et politiques liés à la jeunesse proprement dite ainsi qu'à d'autres sujets communs de société, nous réalisons que le problème du rétrécissement de l'espace est grandement important et nous, jeunes Européens, demandons l'extension de l'espace civique !

Le problème du rétrécissement de l'espace peut être perçu sous différents angles et dans différents endroits en Europe et dans le monde :

- Le rétrécissement de l'espace civique est souvent lié à la montée de nouvelles forces politiques. Ces forces politiques garantissent le maintien du pouvoir entre leurs mains, elles tentent d'affaiblir la position d'autres acteurs, tant dans la sphère politique que civile. En Biélorussie, les processus de rétrécissement de l'espace pour les organisations de la société civile (OSC) posent problème depuis 1995. Suite à cela, du point de vue des organisations de jeunesse en Biélorussie, en 2019 nous constatons que leur nombre a considérablement diminué, et elles se battent pour surmonter les obstacles dressés par le gouvernement. Certaines OSC ont été contraintes de mettre la clé sous la porte, notamment le Conseil national de la Jeunesse de Biélorussie "RADA", l'Alliance biélorusse des Etudiants, Les Homosexuels de Biélorussie, etc. En dépit de ces faits, certaines organisations continuent de travailler avec ou sans inscription officielle et elles sont toujours pleinement reconnues au niveau international grâce au soutien de la communauté internationale et ses différents organes.
- La persécution des OSC qui ne correspondent pas à l'idéologie gouvernementale ou travaillent sur le renforcement des mouvements démocratiques est également l'une des tendances observée aujourd'hui. Les récents développements en Hongrie et précédemment en Russie ont vu des OSC soutenues internationalement persécutées en tant qu'agents étrangers, ce qui a ajouté moult obstacles dans leur travail et les a même forcées à quitter le pays. Un autre élément est la confiscation ou l'ingérence directe dans les activités des organisations démocratiques, obligeant le changement ou la désignation de membres de leurs conseils d'administration, personnel etc pour qu'ils soient des représentants de la jeunesse pleinement sous

contrôle.

- Le chantage économique du secteur de la jeunesse est un cas commun aux niveaux national et européen depuis ces dernières années. Dans d'autres pays comme en Biélorussie, la tendance a atteint son dernier palier : aucune subvention pour la jeunesse n'est désormais disponible, et l'ensemble du budget alloué par l'Etat au secteur de la jeunesse l'est à l'organisation contrôlée par le gouvernement (BRSM). En Hongrie, si le Conseil national de la Jeunesse voulait accéder au financement gouvernemental, il n'aurait d'autre choix que de coopérer avec le gouvernement. Certains gouvernements vont même plus loin pour créer leur ONG de jeunesse et participer à des événements intérieurs et internationaux et lancer des appels à propositions prétendant être des représentants démocratiques de la jeunesse.
- Lorsque nous parlons de politiques de jeunesse et de processus décisionnels sur les questions relatives à la jeunesse, nous sommes toujours les témoins de la présence du paternalisme. Objectivées et non perçues comme partenaires égaux dans les discussions, les organisations de jeunesse oubliées tentent de revendiquer que leurs voix soient prises en considération à travers l'Europe.
- L'accès aux informations publiques est restreint par le gouvernement, et elles sont donc très difficiles à obtenir pour les jeunes. Le portail internet légal national de Biélorussie ne fournit des informations que sur base d'une inscription payante. Dans beaucoup de pays également, l'accès aux médias, aux informations et l'expression sont devenus de plus en plus difficiles. Les services de presse sont soit la propriété ou sous le contrôle de l'Etat, ou le secteur médiatique privé est fortement réglementé. Les gouvernements ne sont pas transparents et ils manipulent les informations pour légitimer la règle de l'Etat.
- Autre développement : la difficulté croissante d'obtenir de réelles informations. Les fake news sont utilisées pour attaquer les organisations de la société civile et fausser "l'opinion" du peuple. Des trolls rémunérés sont utilisés pour orienter le discours dans une direction défavorable à la société civile et à la jeunesse.
- Les groupes et initiatives de jeunes non formels et non enregistrés sont laissés pour compte dans tous les processus malgré qu'ils soient actifs. Les pouvoirs publics ignorent les groupes non formels et leurs voix. En Biélorussie, jusqu'en juillet 2019, il existait une loi pénale 193.1 en vertu de

laquelle toute personne agissant au nom d'une organisation non enregistrée/non formelle pouvait être condamnée à deux ans de prison maximum. Dix-huit personnes ont été accusées en vertu de cette loi. Aujourd'hui, cet article a été remplacé par une loi administrative qui impose des amendes pouvant aller jusqu'à 500 euros pour chaque cas.

- Les jeunes sont confrontés à des difficultés uniques pour accéder à des ressources et à des possibilités (chômage, accès à l'éducation en général et à l'éducation de qualité en particulier). Les jeunes sont perçus comme l'avenir mais ils ne sont pas inclus dans le paradigme de développement du présent. Par exemple, l'éducation formelle en Biélorussie est contrôlée par l'Etat et en est bien souvent une composante. D'autre part, l'éducation non formelle constitue un élément de la société civile. "Pour comprendre l'éducation non formelle en Biélorussie, il est important de reconnaître la situation de la société civile dans le pays, ainsi que son interaction avec l'Etat".¹ Le processus de Bologne en Biélorussie, qui a débuté en 2015 sous forme de feuille de route, est toujours loin des étapes finales et les organisations d'étudiants ou ONG ne sont pas incluses par les autorités malgré les accords.
- La montée des idéologies antidémocratiques, du discours haineux et des crimes haineux doit elle aussi être reconnue. Par exemple, les pouvoirs de Biélorussie continuent de refuser l'exercice de leurs droits aux personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenre et intersexe. Les relations entre partenaires de même sexe sont stigmatisées et les organisations de la société civile qui travaillent sur ce genre de sujets voient constamment leurs demandes d'accréditation refusées. Le plan inter-agence pour les droits humains ne contient aucune recommandation visant à mettre un terme à la discrimination à l'encontre des personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenre et intersexe, ne les reconnaissant pas comme faisant partie de la réalité de la société biélorusse.²

Toutes ces barrières et tous ces obstacles représentent d'énormes difficultés et problèmes pour les jeunes et les organisations de jeunesse en particulier, et les difficultés les plus importantes sont faciles à énumérer : jeunesse apolitique, manque de conviction que les jeunes peuvent réellement changer les choses, manque de ressources et de possibilités, manque d'informations, absence de

¹ Document analytique. Non-formal education in Belarus: expanding the learning space (Electronic resource) - <https://belarusdigest.com/story/analytical-paper-non-formal-education-in-belarus-%20expanding-the-learning-space/>

² Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits humains en Biélorussie https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/38/51

participation dans les processus décisionnels.

Compte tenu de ces grandes difficultés auxquelles les jeunes sont confrontés aujourd'hui, nous demandons des actions immédiates de la part des organisations de jeunesse, des gouvernements nationaux, des institutions européennes.

Le Forum européen de la Jeunesse et ses organisations membres :

S'engagent à soutenir les organisations de jeunesse, les conseils nationaux de jeunesse et les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse dans les situations où les gouvernements nationaux violent l'autonomie et interfèrent dans les processus internes des organisations de jeunesse, les conseils nationaux de jeunesse et les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse jusqu'à ce que l'autonomie des organisations de jeunesse, les conseils nationaux de jeunesse et les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse soit restaurée et qu'elle ne soit plus menacée.

Expriment leur soutien envers toutes les OSC de jeunesse marginalisées et persécutées dans des conditions d'oppression, et s'engagent à influencer les autorités nationales pour garantir l'autonomie au secteur de la jeunesse.

Demandent aux gouvernements nationaux et aux institutions internationales de soutenir et fournir un financement suffisant, de longue durée, transparent et fiable sans exigences aucunes aux organisations de jeunesse, les conseils nationaux de jeunesse et les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse.

Demandent aux institutions locales, nationales et européennes de faire preuve d'un esprit de partenariat égal et l'inclusion des jeunes dans la prise de décisions, la politique et la mise en oeuvre de programmes pour la jeunesse.

S'engagent à activement traiter des sujets de politique jeunesse dans les médias et d'améliorer ainsi leur visibilité.

Reconnaissent le rôle spécifique des groupes non formels de jeunesse et les incluent dans les discussions et les processus décisionnels sur les questions relatives à la jeunesse.

Demandent aux gouvernements nationaux de pleinement soutenir la

reconnaissance de l'éducation non formelle et ses méthodes.

Demandent à l'Union européenne, au Conseil de l'Europe, aux Nations Unies et à leurs Etats membres de garantir suffisamment d'opportunités pour les jeunes de tous les milieux de participer aux processus décisionnels au sein des institutions internationales.

Demandent aux Etats européens et aux institutions internationales de reconnaître les organisations d'enfants et de jeunes comme les promoteurs de la démocratie en habilitant et en étendant l'espace démocratique.

Demandent aux Etats européens et aux institutions internationales de respecter, protéger et permettre la liberté de rassemblement partout en Europe pour les organisations de jeunesse, les conseils nationaux de jeunesse et les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse.

Agissent en solidarité avec les organisations de jeunesse dans les autres régions du monde qui sont victimes du rétrécissement de l'espace démocratique, apprennent de leurs expériences, et les soutiennent.